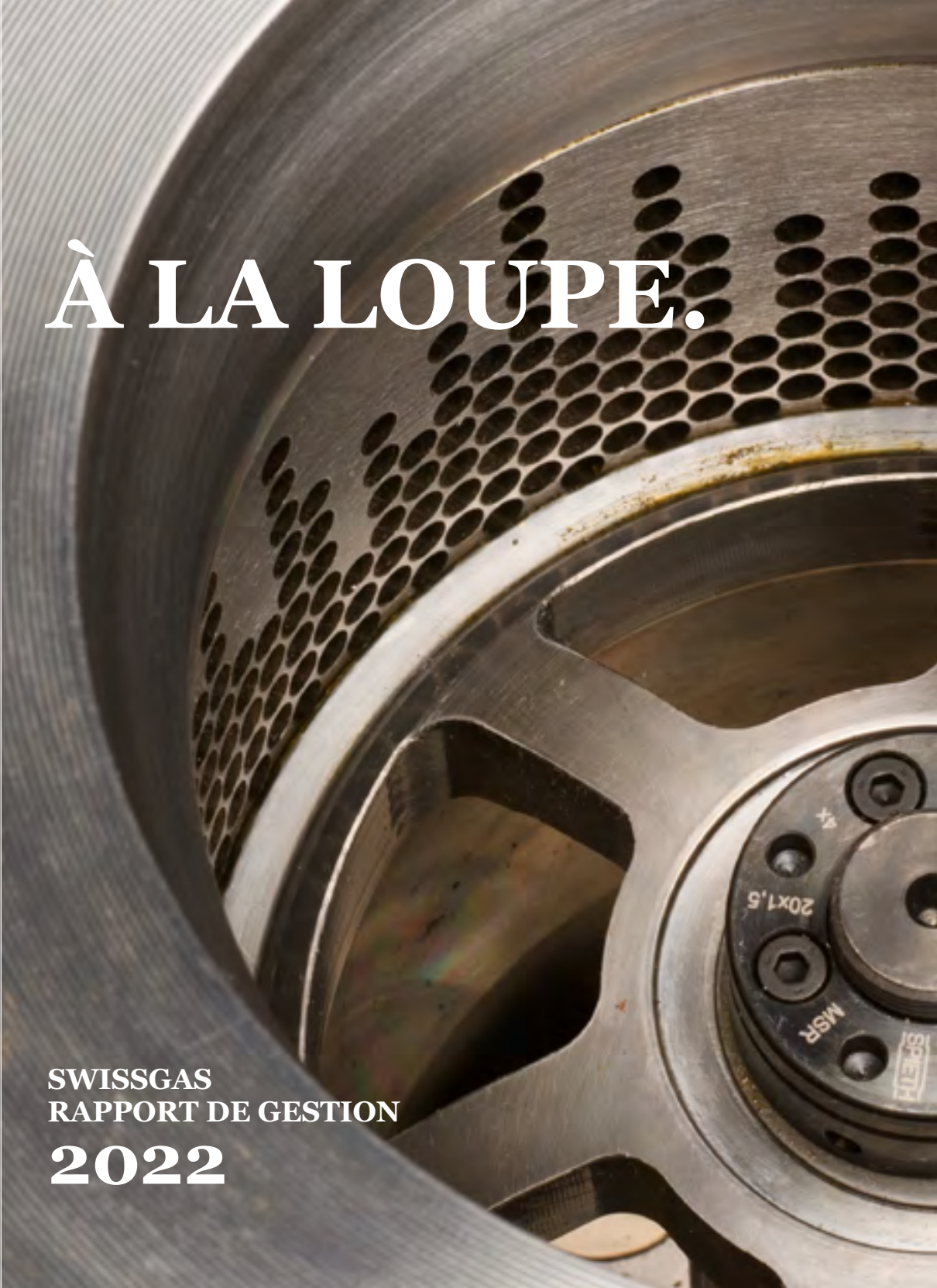


A close-up, macro photograph of a metallic wheel, likely from a vehicle. The wheel features a prominent rim with a series of small, circular perforations. The central hub is visible, showing a circular pattern of bolts and a central nut. The metal has a brushed, industrial finish. The text "À LA LOUPE." is overlaid in a large, white, serif font in the upper left quadrant.

À LA LOUPE.

SWISSGAS
RAPPORT DE GESTION

2022



***LA MENACE DE PÉNURIE DE GAZ ET D'ÉLEC-
TRICITÉ DE L'AN PASSÉ ET DE L'HIVER
DERNIER A APPRIS À TOUS LES ACTEURS
QUE LA SÉCURITÉ D'APPROVISIONNEMENT
N'ÉTAIT PAS AUTOMATIQUE.***







Disque de calibrage : avant tout contrôle de la conduite à l'aide d'un dispositif d'inspection très complexe, un simple écouvillon y est inséré pour la ramoner. Cet écouvillon est équipé d'un disque de calibrage en aluminium, lequel peut garder une trace des contacts avec les obstacles rencontrés par le biais des déformations mécaniques qu'il subit.

CONTENU

- 1 SWISSGAS EN BREF**
- 2 ENTRETIEN AVEC**
LE PRÉSIDENT ANDRÉ DOSÉ
ET LE CEO RUEDI ROHRBACH
- 8 EXPLOITATION**
TECHNIQUE DU RÉSEAU
11 EXPLOITATION
COMMERCIALE DU RÉSEAU
13 LOGISTIQUE ÉNERGÉTIQUE
15 LE CONTEXTE EUROPÉEN
17 UN CONTEXTE
GÉOPOLITIQUE EN PLEINE
MUTATION
- 21 ACTIVITÉS DE LA DIRECTION**
- 22 ACTIVITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**
- 23 CONSEIL D'ADMINISTRATION / DIRECTION /**
ORGANE DE RÉVISION
- 24 PARTICIPATION AUX ORGANISMES**
INTERNATIONAUX

SWISSGAS EN BREF

Maillons de l'industrie gazière suisse, Swissgas et les quatre sociétés régionales Erdgas Ostschweiz AG (EGO), Gasverbund Mittelland AG (GVM), Gaznat SA et Erdgas Zentralschweiz AG (EGZ), à la fois actionnaires et clientes de Swissgas, participent largement à l'approvisionnement de la Suisse en gaz naturel.

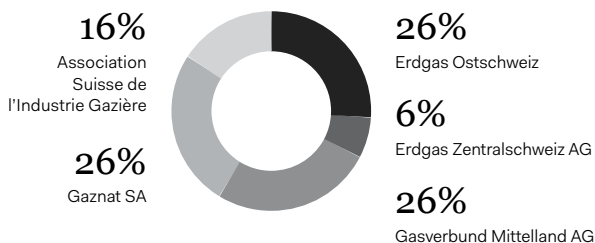
Malgré une année extrêmement difficile marquée par la situation géopolitique particulière et la guerre en Ukraine, Swissgas a poursuivi en 2022 la mise en œuvre de la réorientation stratégique décidée précédemment. Le processus de transformation verra la mutation de Swissgas en une société focalisée pour l'exploitation du réseau d'importance nationale. L'arrêt complet de ses activités d'approvisionnement est imminent. Swissgas remplira ses engagements actuels envers les fournisseurs de gaz jusqu'à expiration des contrats en cours en 2023.

L'objectif central de l'entreprise est de garantir la sécurité d'approvisionnement en termes de transport et la compétitivité de l'exploitation du réseau. En tant que société nationale pour l'exploitation du réseau, Swissgas assure le transport du gaz* entre le réseau de Transitgas et les réseaux régionaux à haute pression. Swissgas est copropriétaire de Transitgas ainsi que propriétaire et exploitante d'un réseau propre à haute pression, y compris des postes de comptage douanier le long de la conduite de transit. En outre, Swissgas défend les intérêts des exploitants d'installations de gaz naturel à haute pression de diverses façons en Suisse et à l'étranger. L'Office de coordination pour l'accès des tiers au réseau, ou OCAR (www.ksdl-erdgas.ch/fr), est en outre rattaché à Swissgas.

*Gaz (gaz naturel et, de plus en plus, biogaz, gaz synthétiques et autres gaz neutres pour le climat)

8002 Zurich, Grütlistrasse 44
Création : 07.04.1971
Exercice comptable : 01.01. – 31.12.
www.swissgas.ch

Actionnariat de Swissgas



Participations / Investissements

5,26%

Swiss Gas Invest SA, Vevey

100%

Swissgas Stockage SA, Zurich
(analyses, vérifications en matière de stockage de gaz naturel et engagement dans ce domaine)

51%

Transitgas SA, Zurich
(en charge de l'exploitation et de l'entretien du gazoduc de Transitgas)

4,9%

FluxSwiss Sagl, Lugano
(exploitant de réseau)

Capital-actions CHF

60 Mio.

Quantité de gaz transportée par le réseau Swissgas

24'844 GWh

Quantité de gaz transitée

3'753 GWh

Produits nets des ventes et prestations CHF

287,7 Mio.

Gaz naturel acheté

2 TWh

Somme du bilan CHF

265,2 Mio.

Investissements réseau (cumulés) CHF

359,2 Mio.

Longueur totale du réseau

260 km



Éclateurs d'isolement : les éclateurs d'isolement sont des dispositifs conçus pour protéger les éléments métalliques des conduites en cas de tension électrique trop élevée. Les conduites de gaz étant conductrices, les éclateurs protègent également le personnel et les appareils électriques en cas de décharge de foudre sur une conduite qui se trouve loin d'eux.



ENTRETIEN AVEC LE PRÉSIDENT ANDRÉ DOSÉ ET LE CEO RUEDI ROHRBACH

Comme on le sait, le secteur du gaz ne jouit pas d'une très bonne réputation. Selon vous, quelles sont les raisons de cette mauvaise image et comment pourrait-on renforcer la confiance dans ce secteur ?

André Dosé : Je suis également d'avis que la réputation du secteur gazier n'est pas des plus flatteuses. Ainsi, nombreux sont les acteurs à ne pas nous prendre au sérieux lorsque nous disons vouloir passer des énergies fossiles aux gaz renouvelables. Je reste toutefois convaincu qu'il est possible de restaurer leur confiance en communiquant encore plus activement et de manière plus compréhensible au sujet des possibilités offertes par les gaz renouvelables tels que le biogaz, le méthane synthétique ou encore l'hydrogène. Il s'agit donc avant tout de nouer un dialogue engagé en dehors du secteur de l'énergie avec les principaux acteurs

économiques et politiques ainsi qu'avec la population. Un bref exemple pour illustrer mon propos : alors qu'il y a vingt ans, le photovoltaïque n'était que très peu connu de la population, ce terme fait aujourd'hui partie de la langue courante. Il est donc de notre ressort de sensibiliser de la même manière la population aux gaz renouvelables, car, pour beaucoup, gaz reste synonyme de gaz naturel.

Outre les considérations purement linguistiques, nous savons tous qu'il n'est de meilleur moyen pour instaurer une confiance inébranlable que d'agir énergiquement. Notre secteur doit donc mettre sur pied le plus de projets concrets possible afin d'accélérer la transformation du secteur gazier pour passer aux gaz renouvelables. Fort heureusement, l'infrastructure gazière est en principe adaptée au transport d'une multitude de gaz différents. Swissgas exploite par ailleurs un réseau à haute pression particulièrement efficace, réseau déjà en place et largement amorti financièrement qui devrait jouer un rôle décisif au sein d'un système énergétique climatiquement neutre.

Je suis par ailleurs fier de souligner que nous tenons le cap : actuellement, près de 8 % des ventes de gaz en Suisse concernent des gaz renouvelables, ce qui indique que notre secteur est sur la bonne voie. Il est cependant évident que nous devons redoubler d'efforts pour atteindre nos objectifs, soit une proportion de 15 % de gaz renouvelables exempts de CO2 d'ici 2030, de 50 % d'ici 2040 et de 100 % d'ici 2050.

La relation contractuelle qui liait Swiss-gas et la société néerlandaise GasTerra depuis des décennies a pris fin il y a quelques mois. Qu'est-ce que cela signifie pour votre entreprise ?

Ruedi Rohrbach : Tant la fondation de Swissgas que celle de Transitgas remontent au début des livraisons de gaz naturel néerlandais en Suisse, au début des années 1970. La réalisation du projet de conduite de transit des Pays-Bas vers l'Italie destinée à livrer de grandes quantités de gaz néerlandais a notamment abouti à la construction de la conduite de transit à travers la Suisse ainsi qu'à celle des embranchements et des postes de comptage douanier de Swissgas vers les réseaux régionaux en Suisse. Swissgas prenait en charge les quantités en question à Bochoholtz, à la frontière germano-néerlandaise, et les transportait via le TENP (Trans

European Natural Gas Pipeline) jusqu'à la transmission à la frontière germano-suisse à Wallbach, où le gaz arrivait dans les réseaux régionaux suisses via les conduites de transit.

Pendant la durée du contrat, Swissgas a ainsi importé près de 265 TWh de gaz naturel néerlandais, acheté initialement à Gasunie, l'ancienne société intégrée d'exploitation du réseau et de vente de gaz et, plus tard, après sa dissociation, à la société GasTerra qui lui a succédé pour les activités de vente de gaz. Pendant ces cinquante années de relations commerciales, le contrat d'origine a sans cesse été prolongé, de manière graduelle, et adapté à l'évolution des conditions du marché, à chaque fois au prix d'intenses négociations. En moyenne, les quantités importées annuellement tournaient autour des 5000 à 6000 GWh, avec une pointe à 8000 GWh au début des années 2000. Le volume financier global a dépassé les 6,5 milliards de francs sur les cinquante ans qu'a duré le contrat.

D'une fiabilité à toute épreuve, les importations néerlandaises constituaient un pilier incontournable de l'approvisionnement de la Suisse en gaz naturel depuis leur origine en 1974. Ces volumes de gaz provenaient de sources gazières néerlandaises locales





Batteries : éléments importants pour la sécurité des installations de Swissgas, les batteries plomb-gel garantissent une autonomie de fonctionnement suffisante. Elles sont même cruciales en cas de coupure de courant généralisée.

et représentaient donc pour la Suisse une contribution très précieuse à la diversification de ses importations.

La rupture de la relation contractuelle avec GasTerra signifie pour Swissgas la fin d'un très long partenariat fiable et de confiance, et fait souffler un certain vent de nostalgie. Cette page tournée signe aussi la fin d'une époque, celle où Swissgas agissait comme société intégrée pour les activités liées à l'exploitation du réseau et à l'achat de gaz naturel. Cette étape était la dernière du processus de dissociation. Notre entreprise peut désormais se concentrer pleinement sur les activités d'exploitation du réseau. En tant que partenaire contractuel de Swissgas, GasTerra disparaîtra également dans quelques années, sur décision stratégique du gouvernement néerlandais, et mettra un terme à ses activités fin 2024.

Le conseiller fédéral Albert Rösti vient d'entrer en fonction au début de l'année 2023. Que pensez-vous de cette succession à la tête du DETEC ? Quels changements avez-vous constatés ?

André Dosé : De nombreux observateurs à Berne avaient postulé qu'Albert Rösti transformerait complètement le Département en très peu de temps et nommerait de nouvelles personnes aux postes de responsables. Il n'en

a rien été. À l'exception de ses plus proches collaborateurs, le conseiller fédéral continue de travailler aux côtés des personnes qui entouraient sa prédécesseure. Il semble donc qu'Albert Rösti souhaite effectuer un changement d'orientation au sein du DETEC et mettre en œuvre les ajustements nécessaires de manière progressive en adoptant une vision à long terme.

Malgré la stabilité instaurée sur le plan organisationnel ainsi qu'à l'échelle du personnel, j'ai toutefois pu constater certains changements lors d'entretiens avec le conseiller fédéral lui-même et avec d'autres collaborateurs du DETEC, notamment en ce qui concerne le positionnement face aux questions liées à l'approvisionnement énergétique. Je note ainsi une très grande ouverture d'esprit, sans œillères politiques, lorsqu'il s'agit de discuter de la contribution du secteur gazier à la sécurité d'approvisionnement et à la décarbonation.

En outre, le conseiller fédéral s'est jusqu'à présent abstenu de toute déclaration politique choc. Au contraire, il mise plutôt sur un état des lieux méticuleux et sans complaisance de l'approvisionnement énergétique en Suisse, ce que je salue. Il sait garder la tête froide et

établir un ordre clair de priorité, y compris en ce qui concerne la thématique brûlante de la sécurité d'approvisionnement.

Suite à ces premiers contacts, je me sens donc particulièrement confiant et suis convaincu que le DETEC et la Suisse adopteront une stratégie énergétique basée sur des sources d'énergie plus variées et non pas, comme c'est le cas aujourd'hui, une stratégie principalement basée sur l'électricité. Et je suis également persuadé que le gaz, et notamment le gaz renouvelable, sera l'une de ces sources d'énergie de demain.

La transformation de Swissgas en société dissociée pour l'exploitation du réseau est-elle toujours en bonne voie malgré la crise de 2022 ?

Ruedi Rohrbach : L'année passée a été très intense et n'a pas ménagé nos collaborateurs ni nos comités. Nous maintenons malgré tout le cap dans le processus de dissociation démarré il y a quelques années.

Outre la fin déjà évoquée du long partenariat de livraison avec l'entreprise néerlandaise GasTerra, d'autres étapes cruciales de la dissociation ont été mises en place. Début avril 2023, Swissgas a cédé l'ensemble de ses activités de logistique énergétique aux sociétés régionales au cours d'un long processus minutieusement préparé avec elles. Ces sociétés gèrent à présent elles-mêmes la

logistique énergétique de leurs achats de gaz ou la sous-traitent à des prestataires externes. Les quelques spécialistes que Swissgas compte encore dans ce domaine ont encadré et soutenu la transmission de ces activités.

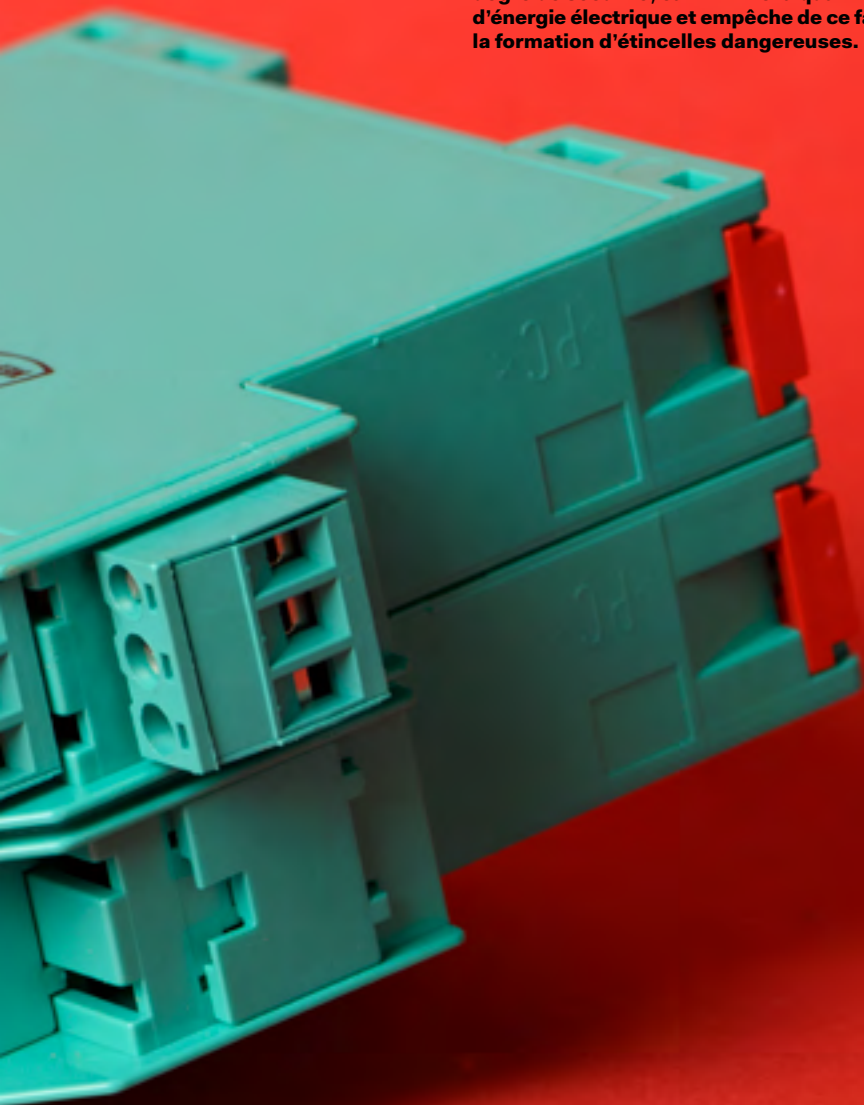
Par ailleurs, un projet de grande envergure a permis de recentrer mieux encore l'organisation interne de notre activité centrale « Gestion des actifs » sur les besoins actuels d'une société pour l'exploitation du réseau. À cet effet, l'ancienne organisation fonctionnelle a été remplacée par une organisation orientée vers les processus.

Quelles leçons pouvons-nous tirer de la gestion de crise en matière de pénurie d'énergie ?

André Dosé : La crise liée à l'énergie a démontré que notre pays a du mal à anticiper les crises, à admettre qu'il peut se trouver dans une situation difficile, à conduire une réflexion en termes de scénarios et à analyser dans les temps les possibilités d'action qui s'offrent à lui. En Suisse, la guerre en Ukraine n'est en effet pas à l'origine de cette crise, mais elle a largement servi de catalyseur. Notre système politique fédéral, qui repose sur des bases solides, est sans conteste un facteur essentiel de réussite pour la Suisse. Et il est très certainement efficace lorsque



Sectionneur : il permet un échange de signaux électriques entre espace électrique et espace gazeux soumis à un haut degré de sécurité, car il limite la quantité d'énergie électrique et empêche de ce fait la formation d'étincelles dangereuses.



les décisions peuvent être préparées sans urgence, puis mises en œuvre dans le cadre des processus démocratiques en vigueur. Mais dès que survient une crise plus complexe qui demande une gestion efficace dans des laps de temps très courts, notre système politique n'est pas forcément le plus adapté. Dans de telles situations, il faut être en mesure d'agir sans attendre, de définir des priorités, de prendre des décisions et d'aller de l'avant. En Suisse, nos processus prennent trop de temps et sont par conséquent trop lents.

J'ai par ailleurs le sentiment que beaucoup ne veulent toujours pas admettre que nous avons un véritable problème d'approvisionnement énergétique, ce qui m'inquiète un peu. Une inquiétude qui grandit notamment quand je pense à la saison hivernale. Jusqu'à présent, nous n'avons pas réellement subi de pénurie d'énergie : l'automne et l'hiver ont en effet été particulièrement cléments, et nos partenaires et pays limitrophes ont agi sans perdre de temps. Mais nous restons confrontés à une crise de l'énergie, due à un problème structurel lié à la stratégie énergétique 2050 : nous manquons d'électricité en Suisse, notamment en hiver.

Au vu de cette situation, quelle stratégie privilégier ? Je suis convaincu que notre secteur doit mettre à profit l'ensemble des ressources renouvelables nationales. Selon

moi, la première chose à faire est d'étendre rapidement les installations de biogaz en Suisse. Dans un deuxième temps, nous devons non seulement diversifier les sources et les formes d'énergie que nous achetons à l'étranger, mais aussi diversifier les pays exportateurs. Pour le secteur gazier, cela implique de coopérer davantage avec les pays qui présentent un potentiel pour le gaz synthétique. Les gaz synthétiques renouvelables sont produits par électrolyse de l'eau avec les excédents énergétiques issus de sources renouvelables telles que le solaire ou l'éolien. L'énergie renouvelable qui ne peut pas être consommée immédiatement peut ainsi être utilisée plus tard. Enfin, dans un troisième temps, il faut résoudre le problème posé à l'échelle nationale par la pénurie d'électricité durant l'hiver. Pour ce faire, il s'agit par exemple de transformer le surplus d'électricité photovoltaïque produit pendant l'été en gaz renouvelable via un processus de méthanisation, de stocker ce surplus, puis de l'utiliser pendant la saison hivernale.

Dans les années à venir, nous devons nous livrer à un véritable exercice d'équilibre : garantir la sécurité d'approvisionnement tout en décarbonant davantage nos sources d'énergie. Il serait inadéquat, voire désastreux, de perdre l'un de ces deux objectifs de vue.

Dans les pays voisins, les interventions de l'État sur le marché gazier se multiplient. Qu'en pensez-vous ?

Ruedi Rohrbach : L'Allemagne en est la parfaite illustration, notamment avec les nationalisations d'Uniper et de SEFE, ex-Gazprom Germania. La nouvelle société Deutsche Energy Terminal GmbH (DET) créée début 2023 est également détenue à 100 % par l'État. Assumant le rôle d' « entité fédératrice », l'entreprise exploitera entre autres les cinq terminaux GNL flottants loués par l'État sur les sites de Wilhelmshaven, Brunsbüttel, Stade et Lubmin, détiendra les contrats de location des navires et assurera l'exploitation technique et commerciale des terminaux.

Le projet de l'UE d'exploiter une plateforme d'achat commune pour ses États membres et ses importateurs de l'industrie gazière doit être qualifié d'interventionniste, même si les pays et leurs entreprises importatrices ne sont

manifestement pas obligées d'utiliser cette plateforme. Les freins aux prix du gaz ou les plafonnements des prix du gaz imposés par l'État dans le contexte de la guerre en Ukraine et de ses répercussions en Europe sont d'autres exemples d'une intervention claire et forte des pouvoirs publics sur le marché.

En situation de crise et face à un risque de pénurie d'énergie et de gaz, la mise en commun des forces est certes un atout indéniable, car elle permet aux pays et aux entreprises de peser davantage dans la concurrence internationale. Toutefois, en tant qu'économiste fervent défenseur de l'économie de marché, je suis plutôt réticent aux interventions des gouvernements. Celles-ci ont généralement tendance à fausser le marché et à engendrer des inefficacités à défaut d'incitations orientées vers le marché. Selon moi, les États et la politique devraient concentrer leurs efforts sur la mise en place de cadres et de conditions pertinentes et adaptées pour assurer le bon fonctionnement des marchés et des entreprises privées plutôt que d'intervenir directement dans les activités des marchés. J'espère ainsi que le gouvernement et le monde politique suisses feront preuve de circonspection et de discernement dans ce dossier.



Gants résistant au feu : le raccordement d'une nouvelle partie de conduite nécessite de respecter une série de consignes en matière d'équipement et de procédures. C'est pourquoi le port de gants ignifuges en kevlar est requis.



EXPLOITATION TECHNIQUE DU RÉSEAU

Le réseau suisse de gaz naturel à haute pression

Le gazoduc de Transitgas, exploité par la société Transitgas SA dont Swissgas détient 51 % des actions, est l'itinéraire principal d'importation de gaz en Suisse. Les deux points d'injection nord-ouest situés en Allemagne et en France (à Wallbach et à Oltingue respectivement) ont été établis il y a plusieurs décennies.

Depuis plusieurs années maintenant, le gazoduc dispose d'un point d'injection supplémentaire au sud, en Italie (col du Gries), grâce au projet de flux inversé. La sécurité d'approvisionnement du réseau suisse de transport a ainsi pu être encore accrue. La majeure partie du gaz utilisé en Suisse arrive dans le pays via ces trois points d'injection. À l'origine, ce gazoduc entré en service en 1974 avait été construit afin d'approvisionner l'Italie. Il constitue aujourd'hui l'un des tronçons de l'itinéraire européen Pays-Bas-Allemagne-Suisse-Italie de transport du gaz.

Depuis 1974, les ventes de gaz n'ont cessé d'augmenter en Suisse, et le gaz est devenu un pilier important de la sécurité d'approvisionnement en énergie dans le pays.

Swissgas est propriétaire et exploitante d'un réseau à haute pression mesurant au total 260 km et situé en aval du gazoduc de Transitgas. Les gazoducs à haute pression de Swissgas transportent le gaz importé du gazoduc de Transitgas dans les régions suisses, directement aux sociétés régionales Erdgas Ostschweiz (EGO), Erdgas Zentralschweiz (EGZ) ainsi que Gaznat et Gasverbund Mittelland (GVM).

Pour maintenir la valeur de ses actifs et, plus globalement, pour garantir le transport du gaz, Swissgas a entamé un projet de prolongation de ses contrats de servitude

conclus en 1973-1975 avec les propriétaires fonciers des parcelles sur lesquelles se trouvent ses actifs (conduites et installations). Dans ce cadre, Swissgas doit prendre contact avec quelque 2500 propriétaires et définir les nouvelles modalités contractuelles avec les communes et les bureaux de registre foncier. Pour le moment, le projet progresse conformément aux délais et au budget prévus.

Nos prestations en 2022

Optimiser et réorienter les actifs existants en vue de tâches futures forme depuis des années une partie de la valeur actionnariale que fournit Swissgas. L'accent est ainsi mis sur l'accroissement de l'efficacité, le développement durable et la préparation pour le futur transport de gaz renouvelables.

Les indicateurs relatifs à la disponibilité du réseau, particulièrement importants pour l'exploitation technique de ce dernier, se situent ces dernières années à un niveau stable très élevé, se montant également pour l'année sous revue à plus de 99 %.

2022 a été une année hors du commun pour l'exploitation technique du réseau. Des mesures ont été prises de manière proactive afin de faire face au risque élevé de blackout électrique à l'échelle nationale, notamment en ce qui concerne la disponibilité du réseau. Dans le réseau de Swissgas, les éléments

essentiels à l'exploitation ont ainsi été pourvus de groupes de secours au gaz naturel ne dépendant pas du réseau d'alimentation électrique. De plus, les moyens de communication de Swissgas ont été optimisés, par exemple en étendant les réseaux de communication vocale et d'échange de données, en les équipant de notre propre infrastructure de fibre optique et en les reliant à un système « voix sur IP » (VoIP). Swissgas a fait vérifier par une entreprise externe les préparatifs en cas de blackout, puis a intégré les mesures d'amélioration proposées. Ainsi, même en cas de blackout, l'exploitation technique du réseau de Swissgas devrait pouvoir garantir à sa clientèle un haut volume de disponibilité.

L'exploitation technique du réseau met l'accent sur la coordination de branche des exploitants suisses de réseaux à haute pression. En tant que représentant de la branche des exploitants suisses d'installations de gaz naturel à haute pression, Swissgas assume





Vanne de section : vue par un robinet à boisseau sphérique semi-ouvert. S'il est complètement ouvert, tout le diamètre est dégagé, ce qui permet d'inspecter l'intérieur de la conduite de gaz avec du matériel de grande taille. Ce principe de construction est largement répandu dans l'industrie gazière.

également des fonctions de consultance dans le domaine des gaz renouvelables et est le point de contact pour les autorités compétentes en matière opérationnelle. La plus haute autorité de surveillance est l'Office fédéral de l'énergie (OFEN) et l'Inspection fédérale des pipelines (IFP) mandatée par cet office.

Avec les représentants des sociétés régionales, Swissgas est également présente dans des groupes de travail dédiés, qui améliorent régulièrement les divers aspects des processus existants sous la direction de l'OFEN ou de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV).

Il convient de citer ici à titre d'exemple la révision du rapport-cadre des exploitants d'installations de gaz naturel à haute pression. Le rapport-cadre est un document sectoriel reconnu par les autorités de surveillance OFEN, OFEV et IFP. Il constitue la base du calcul des risques liés à la haute pression et

assure la sécurité des réseaux. Pendant l'année sous revue, la révision a pu encore progresser, avec pour objectif d'achever le projet au cours de l'année 2023.

Si la situation de crise Russie-Ukraine n'a pas eu d'impact direct sur l'exploitation technique du réseau, des concertations ont toutefois été menées en 2022 de manière coordonnée avec les sociétés régionales et la SSIGE afin de déterminer comment l'exploitation technique des réseaux à haute pression pouvait être assurée même en cas de grave pénurie. Les résultats de ces travaux ont été incorporés sous forme d'instructions aux documents techniques de la SSIGE.

EXPLOITATION **COMMERCIALE DU RÉSEAU**

L'accès au réseau en Suisse

Il n'existe pas actuellement en Suisse de loi pour le secteur du gaz et, partant, pas de réglementations juridiques détaillées pour l'accès au réseau. Bien que les autorités aient depuis longtemps annoncé la création d'une loi sur l'approvisionnement en gaz et qu'un premier projet de loi ait été mis en consultation en octobre 2019, celui-ci ne se trouve aujourd'hui pas plus avancé. Le Conseil fédéral n'a ainsi toujours pas pu élaborer de message à l'attention du Parlement.

À ce jour, l'accès au réseau reste régi au niveau législatif par la seule loi sur les installations de transport par conduites, complétée notamment par les normes générales de la loi sur les cartels. Selon cette même loi entrée en vigueur en 1964, les entreprises dont l'installation présente une pression de service de plus de 5 bars sont tenues d'accorder un accès au réseau à des tiers dans les limites des possibilités techniques et des exigences d'une saine exploitation et pour autant que le tiers offre une rémunération équitable.

À cette loi est venue s'ajouter en 2012 la Convention de branche, laquelle régit les

détails de l'accès au réseau pour les membres des associations qui l'ont adoptée. Elle a été élaborée par l'association suisse de l'industrie gazière ainsi que par diverses associations d'entreprises industrielles consommant du gaz sous la houlette de l'Office fédéral de l'énergie (OFEN).

Suite à la décision de la COMCO contre ewl/EGZ, tous les consommateurs de gaz ont la possibilité de choisir librement leur fournisseur. La loi sur les cartels ne précise toutefois pas les modalités de l'opération.

La Commission de la concurrence ne prend pas en compte le système de marché dans sa globalité, mais se concentre uniquement sur la compatibilité de cas particuliers avec le droit des cartels. Les contestations qui passent devant cette Commission créent toutefois des précédents et servent de référence pour d'autres cas de même nature.

Dans les faits, il existe cependant une ouverture non réglementée du marché.



Boulons filetés anodisés : chez Swissgas, ces pièces sont omniprésentes. Elles sont utilisées pour fixer solidement les brides lorsqu'il s'agit de raccorder des éléments de conduite. Chaque boulon fileté se compose de deux rondelles et de deux écrous, tous de couleur dorée.



En raison de la guerre en Ukraine, l'attention des autorités s'est entièrement focalisée sur la sécurité d'approvisionnement, qu'elles ont tenté de garantir en rédigeant des ordonnances dans des délais particulièrement serrés. Si ces ordonnances règlent des questions importantes, elles comportent toutefois des lacunes. Par exemple, celle de mesures visant à garantir le transport du gaz vers la Suisse ou celle d'une instance de coordination des gestionnaires de réseau.

Nos prestations en 2022

Au cours de l'année 2022, Swissgas a achevé en Suisse 21,1 TWh de gaz naturel dans la conduite de transit (TRG) via les points d'injection de Wallbach, d'Oltingue et du col du Gries (hors quantités de transit), soit 8,1 TWh de moins qu'en 2021. Cette baisse

significative est non seulement due à l'hiver clément fin 2022, mais aussi à l'attractivité accrue des prix en France et une importation accrue par d'autres points d'interconnexion avec ce pays.

Pour ce qui est de l'activité de transit, Swissgas a très largement dépassé les valeurs de l'année précédente : en effet, au cours de l'année 2022, ce sont 3,1 TWh (année précédente : 400 GWh) qui ont été transportés en flux normal (vers l'Italie) et 650 GWh (année précédente : 200 GWh) en flux inversé (depuis l'Italie).

LOGISTIQUE ÉNERGÉTIQUE

Nos prestations en 2022

Le département Logistique énergétique de Swissgas fournit des prestations 24 h sur 24 et 7 jours sur 7, comme des nominations de commerce et de transport ou encore la gestion de la zone bilan aux points de transmission et d'échange étrangers essentiels pour la Suisse. En outre, Swissgas garantit le fonctionnement et la disponibilité du système, soutenue dans cette tâche par les opérateurs du dispatching d'Erdgas Ostschweiz AG (EGO).

En 2022, l'accent a été mis sur le soutien apporté au secteur de l'énergie afin d'améliorer la sécurité d'approvisionnement en Suisse, et ce en plus des activités en continu et de l'exploitation quotidienne. Bien souvent, le département Logistique énergétique de Swissgas a aussi eu pour mission de mettre en œuvre ce qui avait été imaginé en amont.

Exception faite des travaux de maintenance sur le gazoduc Transigas, aucun autre transfert de capacité relatif à l'entretien n'a été nécessaire en 2022 pour assurer l'approvisionnement de la Suisse.

La Suisse dépend des importations pour la majeure partie de ses besoins en gaz. Avec une consommation annuelle d'environ 40 TWh, elle reste cependant un acteur mineur sur le marché international. Une part faible mais croissante du gaz consommé se compose de biogaz obtenu à partir de la biomasse, lequel est soit injecté directement dans le réseau suisse, soit importé.

Par ailleurs, Swissgas fournit diverses prestations lors de l'importation et du dédouanement. Dans ce cadre, elle met en place et soutient continuellement des approches ayant pour objectif l'exonération des taxes CO₂ injustifiées sur les importations de biogaz auxquelles les transporteurs du marché intérieur suisse continuent d'être soumis. Au cours de l'année sous revue, Swissgas a élaboré à l'intention de la branche un concept qui met en lumière encore plus clairement le suivi des importations physiques de biogaz en Suisse depuis le marché Trading Hub Europe (THE) via le système Transigas. Il a également été proposé, comme c'est déjà le cas en



Câble antidéflagrant : selon la norme industrielle, la couleur bleue du câble signale des mesures de protection renforcées pour éviter les risques occasionnés par l'électricité. Ces mesures sont indispensables pour la sécurité intrinsèque, c'est-à-dire la limitation du courant et de la tension électrique dans le circuit. De nombreux éléments de l'installation de Swissgas se trouvent dans des locaux potentiellement concernés par une présence occasionnelle de gaz inflammables.



Allemagne, d'introduire les groupes-bilan bio en Suisse, lesquels permettent de traiter et de différencier aisément les quantités de biogaz importées jusqu'au niveau des zones-bilan. Il s'agit là d'une contribution essentielle à l'exonération de la taxe CO₂ pour le biogaz étranger. La balle est maintenant dans le camp des autorités.

Swissgas a en outre dissocié l'exploitation du réseau des activités liées à l'approvisionnement, conformément à la stratégie et à l'exigence des propriétaires du réseau. Sur le marché, la société ne réalise d'ores et déjà plus de transactions depuis l'été 2019. Elle continuera toutefois à fournir ses prestations habituelles de logistique énergétique 24 h/24 et 7 jours/7 jusqu'en avril 2023, pour les arrêter ensuite. Tout au long de l'année 2022, des jalons ont été posés sous la houlette de Swissgas, en collaboration avec les sociétés régionales. Au printemps 2023, elle transférera l'ensemble de ses activités de logistique énergétique, ainsi que le savoir-faire qui en résulte, aux sociétés régionales ou, plus exactement, à leurs nouveaux prestataires

de services. Les nominations de commerce et de transport, qui représentent une lourde charge de travail, seront par exemple dès lors réalisées par quatre nouveaux prestataires, et non plus par le département Logistique énergétique de Swissgas.

Enfin, comme quelques autres gestionnaires de réseau de transport (GRT) en Europe, Swissgas assume depuis des années des tâches qui non seulement ne lui incombent pas mais pourraient très bien aussi être attribuées au responsable de la zone de marché. Dans la pratique, il n'y a pas de responsable de la zone de marché en Suisse, ce qui peut être préjudiciable à la sécurité de l'approvisionnement.

LE CONTEXTE EUROPÉEN

En Europe, l'année 2022 a été marquée par la guerre, la pénurie d'énergie, l'inflation et des conditions climatiques extrêmes. Même s'ils sont nombreux à vouloir de prime abord considérer la situation difficile sur le marché de l'énergie à travers le prisme de l'année écoulée, il conviendrait pourtant de se pencher sur les périodes précédentes. Bien souvent, c'est la guerre en Ukraine qui est pointée du doigt comme étant la cause de la crise énergétique. Or, bien auparavant, les vastes travaux d'entretien – totalement imprévus – menés dans le parc des réacteurs nucléaires français étaient déjà un signe évident de risque de pénurie d'électricité pendant les mois d'hiver. De même, la hausse considérable des prix du gaz naturel au deuxième semestre 2021, associée à de maigres réserves ainsi qu'à une offre russe réduite sur le marché spot, laissait déjà fortement présager une possible pénurie. Largement partagée, l'ignorance de signaux d'alerte aussi précoces est à mettre sur le compte des discussions unilatérales en matière de changement climatique et de transition énergétique, qui durent depuis des années. Les deux aspects du secteur énergétique que sont la sécurité d'approvisionnement et la rentabilité ont été occultés ou niés. Bien heureusement, il semble que la réflexion et l'action dans ce domaine soient à nouveau de plus en plus basées sur des faits. C'est bien là sans doute l'une des rares impulsions positives nées des graves perturbations qui ont marqué l'année 2022.

Swissgas représente les intérêts de la Suisse (disposant du statut d'observateur) au sein du groupe de coordination régional (Regional Coordination Group ou ReCo) de l'Association européenne des exploitants de réseaux de gaz (ENTSOG). Depuis que la

guerre a éclaté en Ukraine, les exploitants de réseau européens se concertent et échangent au sujet des flux de gaz. Pendant le premier mois du conflit, ces échanges avaient lieu quotidiennement. Depuis l'été 2022, ils se déroulent trois fois par semaine.

Ces groupes de travail ont permis à Swissgas d'être immédiatement avertie de tout changement dans la fourniture de gaz en provenance de Russie. Elle a à son tour pu tenir informées de la situation les parties prenantes de l'industrie gazière suisse ainsi que les autorités.

L'ENTSOG (et les gestionnaires de réseau de transport qui y sont affiliés) ont réalisé des simulations reprenant divers scénarios afin de tester la résilience du réseau de gaz et sa capacité à faire face à de potentielles coupures dans l'approvisionnement. Les résultats de ces simulations ont été publiés en 2022 dans les rapports «Summer Supply Outlook 2022-2023 and Summer Supply 2021-2022 Review» et «Winter Supply Outlook 2022-2023 and Winter Supply 2021-2022 Review» ainsi que dans le «Yearly Outlook 2022-2023». Afin d'avoir une vue d'ensemble détaillée de la situation sur le marché gazier, l'ENTSOG a en outre mis à disposition de ses membres une plateforme en ligne permettant de visualiser les données d'exploitation des flux de gaz. Cette plateforme bénéficie sans cesse d'améliorations et est continuellement développée.



Traversée de câble étanche au gaz : des traversées de mur permettent de faire passer les raccords de câbles des instruments de mesure et des appareils de régulation jusque dans les locaux électriques. La traversée arrondie, assortie d'une manchette en PVC bleue, est enchâssée dans le carottage du béton. L'ouverture carrée au centre est remplie par les différentes bornes de raccordement et les câbles qui s'y connectent.



Les pays européens ne se trouvent pas tous sur un pied d'égalité en ce qui concerne les potentielles interruptions de l'approvisionnement en gaz russe. Par conséquent, la collaboration des pays lors des simulations menées par l'ENTSOG a été un facteur décisif de réduction des risques à la fois à l'échelle européenne et dans les différents pays. La collaboration a ainsi pu être renforcée par l'extension continue de la mise en réseau sur le marché intérieur du gaz naturel.

La conduite de transit qui traverse la Suisse est d'ailleurs un élément important de cette mise en réseau du marché intérieur. Depuis 2017, elle est en capacité d'inverser le sens du flux, ce qui permet de connecter les points d'injection performants situés en Allemagne, en France et en Italie.

Bien que l'avenir des flux de gaz passant par l'Ukraine ait initialement été incertain en raison de la guerre, lors de laquelle des gazoducs, des stations de distribution ainsi que des installations de production et de stockage ont été endommagés dans l'est et le sud de l'Ukraine, les fournitures de gaz ont même augmenté sur cette route de transit en février et en mars. En avril et en mai, l'approvisionnement en gaz a toutefois connu une baisse très nette d'environ 60 %, mais il s'est plus ou moins maintenu à ce niveau jusqu'à la fin de l'année.

De janvier à avril, les fournitures en gaz de la Pologne via le gazoduc Yamal ont fluctué entre 0 % et 40 % de la capacité maximale et, le 11 mai, elles ont complètement stoppé.

En juin 2022, le débit de Nord Stream 1 a été fortement réduit (d'environ 60 %). Une nouvelle réduction de débit a eu lieu en juillet : le gazoduc n'était plus alors exploité qu'à 20 % de ses capacités. Pour finir, le flux de gaz a complètement stoppé en septembre. Le 26

septembre 2022, plusieurs fuites de gaz ont été décelées sur les gazoducs Nord Stream 1 et 2 (causées par des explosions sous-marines), ce qui a rendu impossible tout flux de gaz via ces gazoducs. Néanmoins, les réserves en gaz de l'UE dans les installations de stockage souterraines se montaient au 1er novembre à 94,9 %, contre 77 % l'année précédente.

Malgré ce haut niveau de réserves, l'incertitude a gagné les acteurs du marché et a plané pendant toute l'année, ce qui a eu pour effet de fortes hausses de prix. Les prix élevés, conjugués aux températures très douces pendant les mois d'hiver de l'année sous revue, ont permis de faire significativement baisser la demande. En outre, les autorités ont encouragé les consommateurs à réaliser des économies d'énergie. Ainsi, le recul des fournitures en gaz russe a pu être compensé par des injections accrues depuis les terminaux GNL, la Norvège, le Royaume-Uni et l'Afrique du Nord.

La fin de l'année gazière 2022 en Europe, qui contrairement aux craintes initiales n'a pas été aussi terrible que prévu, nous permet d'envisager l'hiver à venir avec plus d'optimisme, d'autant plus que de nouveaux projets portant sur des installations de gaz ont rapidement été mis sur pied.

Parmi les projets qui retiennent le plus notre attention, citons notamment la construction et l'extension des nouveaux terminaux GNL en Allemagne, aux Pays-Bas et en Finlande ; la mise en place de conduites de connexion entre la Pologne et la Lituanie, la Grèce et la Bulgarie et la Pologne et la Slovaquie ; le gazoduc en mer Baltique ; et, pour finir, l'augmentation du flux depuis la France vers l'Allemagne.

La prudence reste toutefois de mise. Un hiver précoce, des températures beaucoup plus basses que la normale ou encore une défaillance le long d'une conduite de gaz vitale pour l'Europe sont autant de menaces qui planent sur la sécurité d'approvisionnement et qui peuvent la mettre en danger à tout moment.

UN CONTEXTE GÉOPOLITIQUE EN PLEINE MUTATION

L'invasion russe en Ukraine a provoqué des bouleversements d'une ampleur inédite sur les marchés internationaux de l'énergie et, notamment, sur les marchés européens. Cette crise a en outre fait apparaître des divergences parfois graves et a mis au jour des conflits entre différents objectifs économiques (essentiellement ceux liés à la politique énergétique, à la politique environnementale et à la politique sécuritaire) et leur hiérarchisation, ce qui a de plus brusquement mis en lumière certaines lacunes passées. Les agendas de la politique énergétique ont parfois été fondamentalement et inopinément chamboulés, faisant peser une grande incertitude sur la voie à suivre ces prochaines années en matière de politique énergétique. La situation géopolitique mondiale subit par ailleurs de profondes mutations, qui affectent notre branche et notre entreprise.

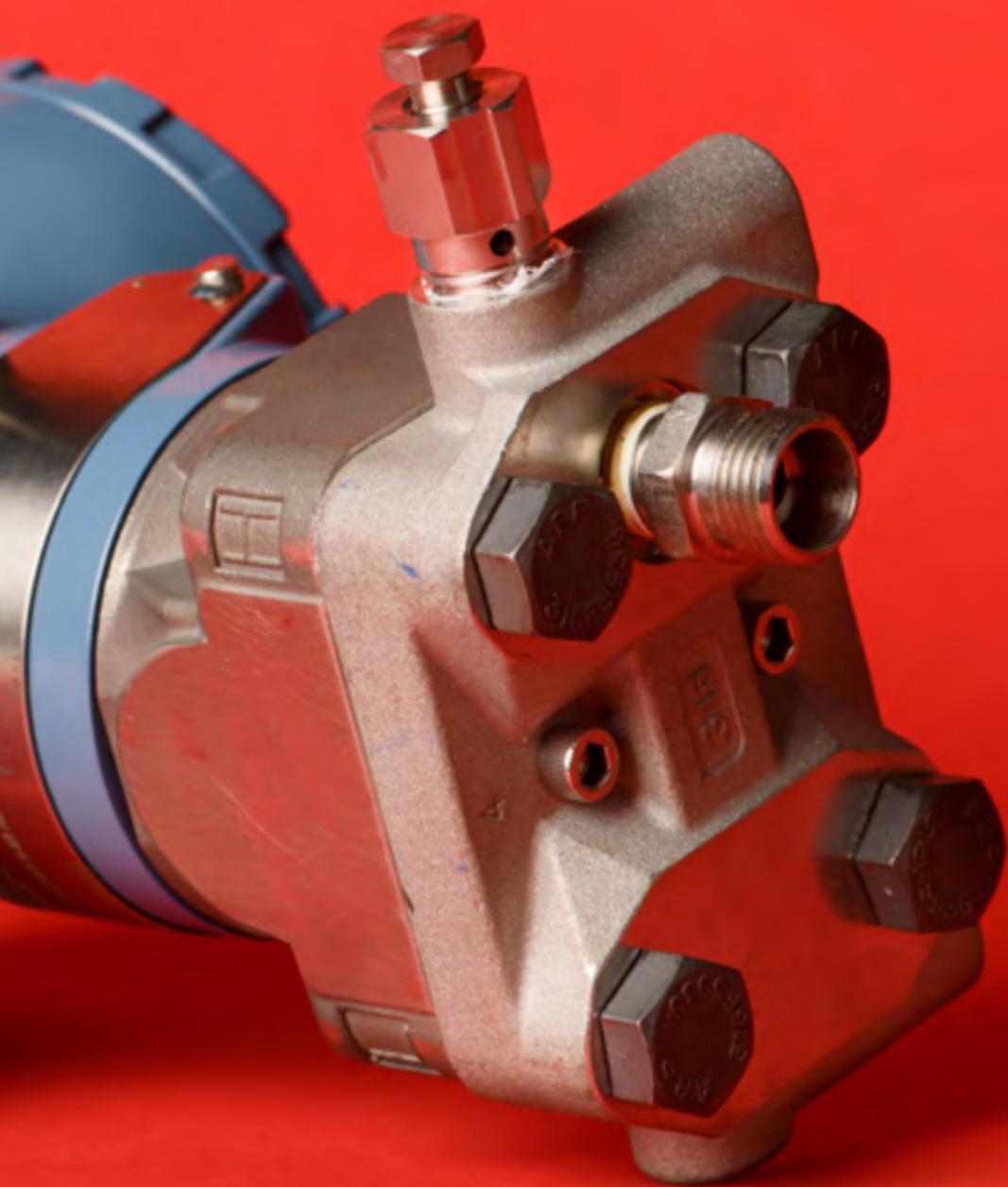
Ce qui change notamment

Ces dernières décennies, à l'exception de l'Europe du Sud et du Sud-Ouest, les importations de gaz européennes comportaient une large proportion de gaz russe acheminé par gazoduc. La part de gaz russe a désormais fortement diminué. Le GNL en provenance de différents pays, notamment des États-Unis, occupe maintenant une place de plus en plus prépondérante dans la balance des importations européennes, à quoi vient s'ajouter la hausse des importations venant de Norvège. En ce qui concerne les importations de GNL, l'Europe subit de plein fouet la concurrence d'autres régions mondiales gourmandes en énergie, comme l'Asie (Chine, Inde, Japon) et l'Amérique du Sud. Le commerce mondial de GNL a donc fortement progressé.

Dans les secteurs du commerce de gros européen concernés, des prix de l'ordre de 20 à 30 euros/MWh étaient courants ces dernières décennies. Mais l'époque du gaz bon marché est révolue. L'approvisionnement en gaz, autrement dit les importations, est plus que jamais soumis à la concurrence internationale au niveau de la demande, une situation qui sera désormais la norme. Même sans tenir compte de la forte volatilité actuelle

Capteur de pression : il est essentiel de disposer de manomètres pour évaluer à distance l'état d'une installation de gaz. La pression est également l'une des quatre grandeurs physiques mesurées pour déterminer la quantité d'énergie avec précision. Ces indicateurs sont donc absolument indispensables pour la prospérité économique de Swissgas.





des prix, les fournisseurs et les consommateurs doivent s'attendre à payer à l'avenir des prix deux à trois fois plus élevés qu'avant. C'est pourquoi le prix actuel de 40 à 60 euros/MWh est déjà considéré comme bon marché, puisqu'« inférieur au niveau de prix d'avant le début de l'invasion russe en Ukraine ». Il en va de même pour l'électricité. L'énergie est globalement nettement plus onéreuse qu'auparavant. Cette flambée des prix pèse lourdement sur l'économie européenne, avec des répercussions qui ne sont pas encore complètement prévisibles. Il est en tout cas évident que la compétitivité internationale des industries européennes s'en trouvera fortement dégradée. En effet, dans d'autres régions du monde, comme les États-Unis, l'énergie est bien plus abordable, et le prix du gaz sur le marché de gros y représente un cinquième de celui pratiqué en Europe !

La menace de pénurie de gaz et d'électricité de l'an passé et de l'hiver dernier a appris à tous les acteurs que la sécurité d'approvisionnement n'était pas automatique. Une attitude générale consistait plutôt à se dire : « les marchés s'en occupent » et « moins c'est cher, mieux c'est ». Le long terme était vu comme un obstacle, et l'on se fiait à des plateformes commerciales et au trading. Or l'on assiste actuellement à un véritable revirement des mentalités dans ce domaine, ce qui est une bonne chose.

En effet, les importations garanties sur la durée sont à nouveau appréciées et l'autonomie en matière d'approvisionnement énergétique gagne à nouveau en importance. Dans ce contexte, même les installations stratégiques de stockage de gaz ou encore l'extraction de gaz locale reviennent sur la table. Dans les situations de crise, l'indépendance est de mise, car compter constamment sur le soutien des autres pays s'est révélé peu fiable. Renforcer à la fois l'autonomie et la coopération internationale (notamment au niveau des États) est une idée qui s'est également imposée, par exemple en ce qui concerne le transport transfrontalier de gaz.

Malheureusement, le gaz est non seulement considéré comme une énergie fossile mais est désormais en plus chargé d'une connotation négative liée au conflit russo-ukrainien. Plus largement, les consommateurs se détournent du gaz comme moyen de chauffage et lui préfèrent les pompes à chaleur, le solaire, le photovoltaïque, etc., ce qui se traduit aussi par une baisse des ventes. En outre, l'image de l'économie gazière en tant qu'employeur s'est progressivement dégradée auprès de la relève. Notre branche est donc confrontée à de sérieux défis pour l'avenir !

Il semble toutefois que l'importance du gaz pour la sécurité d'approvisionnement en électricité ainsi que l'importance du gaz renouvelable pour le mix énergétique de demain soient reconnues. Cependant, l'État intervient encore plus qu'auparavant sur le marché de l'énergie, avec pour résultat des nationalisations ou des demandes en ce sens. Une loi sur l'approvisionnement en gaz ne semble pas d'actualité. Or la tendance à la ratification d'ordonnances ad hoc s'appuyant sur le droit d'urgence se confirme.

Opportunités et risques pour le secteur du gaz

La branche doit tirer profit du climat positif qui entoure la thématique des « gaz renouvelables ». Le cas échéant, le lancement de projets et leur mise en œuvre pourraient s'en trouver facilités. Le fait que le gaz soit indispensable à l'approvisionnement en électricité peut aussi être utile à ce niveau : l'on pense par exemple à la centrale de réserve de Birr. Désormais, les acteurs du secteur gazier ne peuvent plus se contenter de travailler chacun dans leur coin à petite échelle mais doivent unir leurs forces afin de mettre sur pied des projets de plus grande ampleur ! Cela concerne également les exploitants de réseau. En parallèle, il est absolument nécessaire de lutter de manière concertée sur le « front des ventes » contre la réduction croissante et parfois significative de la part du gaz sur le marché de la chaleur. Malgré l'essor rapide des gaz renouvelables, le marché du chauffage repose encore en grande partie sur le gaz naturel conventionnel, une énergie à forte connotation négative. Il y a ici un gros défi de communication entre la bienveillance dont jouit le gaz renouvelable et le rejet du gaz naturel.

Les contrats d'importation à long terme exigent des partenariats fiables et surtout un rapport de confiance entre les producteurs ou les fournisseurs et les clients. Ces contrats

vont à contrecourant des appels en faveur d'une fin prochaine du gaz comme source d'énergie. En fin de compte, cette situation vaut aussi pour les contrats de transport transfrontaliers. Quel partenaire contractuel a envie de livrer son « produit » à des clients s'il craint que le long terme soit pour eux source de problème, voire que les contrats ne soient pas honorés ? C'est pourquoi les acteurs politiques portent ici la lourde responsabilité d'instaurer la confiance.

L'approvisionnement énergétique ne doit pas reposer sur les seuls impératifs politiques. Dans l'optique de la sécurité d'approvisionnement notamment, il est indispensable de tenir compte des principes fondamentaux de l'économie énergétique, l'un de ces principes étant la diversification des sources d'importation. Parmi ces sources d'importation se trouvent aussi bien des gisements de gaz européens que plus lointains. Remplacer l'importante part russe dans les livraisons de gaz vers l'Europe par des livraisons provenant exclusivement des États-Unis n'est donc pas une solution. On ne ferait que créer de nouvelles dépendances. Dans ce contexte, il est également possible que des projets tels que le stockage stratégique du gaz à l'échelle nationale puissent prendre de l'ampleur. De telles installations de stockage favorisent en effet l'autonomie sur le plan énergétique. Pendant longtemps, tout cela n'était plus une préoccupation. Maintenant que la sécurité d'approvisionnement se voit soudain mise en valeur, ces projets apparaissent sous un jour nouveau.

En période de crise, l'union fait la force. Certaines choses ne peuvent être réalisées qu'ensemble, notamment en raison de l'ampleur de la tâche. L'année écoulée a également montré (ou rappelé) l'importance et la nécessité de disposer d'entités communes



Tapis de protection isolant : cet équipement auxiliaire est utilisé lorsqu'une conduite de gaz est dénudée, autrement dit temporairement débarrassée de sa couche de terre protectrice pour effectuer des travaux de remplacement ou d'extension, ou encore lors d'un déplacement de conduite. Le tapis en épicea offre une bonne protection mécanique. Il est facile à manipuler et réutilisable à l'infini.



Conséquences possibles pour Swissgas

fortes. Des organisations judicieusement structurées et agissant en synergie permettent en outre de réaliser de grands projets, qui ne seraient pas à leur portée si elles fonctionnaient individuellement. Si les profondes mutations que subit le contexte géopolitique contribuent à ce que la mise en commun des forces et l'esprit de solidarité prévalent à nouveau sur le principe du « chacun pour soi et les uns contre les autres », alors la sécurité d'approvisionnement s'en trouvera renforcée, et le risque d'être submergé par de futurs événements sérieux diminuera.

Enfin, les exploitants de réseau courent le risque concret de ne plus pouvoir tirer un rendement suffisant de leurs activités. Il y a plusieurs années, les exploitants suisses d'installations de gaz naturel à haute pression ont conclu un accord avec le Surveillant des prix portant sur le coût moyen pondéré du capital admissible. Or cet accord ne tient pas compte de la hausse fulgurante des taux d'intérêt. Dans un contexte inflationniste durable marqué par de nombreuses et fortes incertitudes sur le plan politique et économique, il est en tout cas urgent d'agir.

Étant donné les profondes mutations que subit le contexte géopolitique, il est opportun pour un exploitant de réseau suprarégional comme Swissgas, qui compte de nombreuses interfaces en Suisse et à l'étranger, de se préparer à toute éventualité afin de pouvoir agir rapidement. Pour ce faire, il convient de faire preuve de flexibilité sur le plan de la disponibilité opérationnelle ainsi que de réfléchir systématiquement en appliquant des scénarios. L'adoption par le personnel d'un état d'esprit allant dans ce sens ainsi que la mise en place de mesures sur le plan organisationnel sont essentiels pour y parvenir.

Il conviendra aussi de renforcer davantage la collaboration opérationnelle et l'échange d'expérience avec des exploitants de réseau suisses et étrangers, ce qui permettra d'accroître l'entraide et la fiabilité des partenaires, surtout en situation de crise. La coopération doit absolument être assortie des traités internationaux appropriés.

Face à la bienveillance perceptible dont jouissent de plus en plus les gaz renouvelables, l'organisation de l'entreprise et le réseau doivent s'axer davantage sur les activités qui y sont associées ainsi que sur la capacité de transport des gaz renouvelables et de l'hydrogène. Enfin, il faut encore amplifier la volonté et la disposition des propriétaires d'exploiter l'entité et la marque Swissgas en sa qualité de société pour l'exploitation du réseau solide et concentrée en s'appuyant sur des activités centrales claires et orientées vers l'avenir.

ACTIVITÉS DE LA DIRECTION

Les membres de la direction de Swissgas sont représentés dans différents organismes et autorités. En plus des activités opérationnelles, ils sont également représentés et impliqués dans des groupes de projet et de travail qui défendent les intérêts des utilisateurs de gaz aux niveaux national et international.

Avant même que n'éclate la guerre en Ukraine, un projet visant à garantir le fonctionnement du système en cas de pénurie d'électricité/black-out a été initié et mis en œuvre en étroite collaboration avec les exploitants de réseau à haute pression et les sociétés d'approvisionnement. Pour faire face à l'éventualité d'un incident aussi exceptionnel, les rôles et responsabilités au sein de l'organisation de Swissgas ont été fixés et garantis, et un service de garde a été établi pour les membres de la direction. Cette mesure garantit la continuité de la gestion opérationnelle en toutes circonstances, 24 h sur 24 et 7 jours sur 7 tous les jours de l'année.

Dès la mi-février, le contexte géopolitique, les incertitudes qu'il a générées en matière

de sécurité de l'approvisionnement et du transport, les mesures à prévoir pour pallier une pénurie de gaz et la situation extrêmement tendue sur les marchés commerciaux ont retenu toute l'attention de la direction et mobilisé toutes ses capacités.

La direction s'est également occupée entre autres des gros projets entamés l'année précédente, comme le « Renouvellement des contrats de servitude », le « Screening des installations dans l'optique des risques pour les personnes » et le « Screening des installations dans l'optique des risques pour l'environnement ».

L'amplification générale du risque de cyberattaques, qui menace en particulier les infrastructures importantes du système, a incité la direction à organiser au cours de l'exercice une formation de sensibilisation intensive. La question de la cybersécurité restera cruciale à l'avenir.

Malgré les défis exceptionnels qui ont jalonné l'année 2022, l'exploitation de Swissgas s'est déroulée sans encombre dans tous les domaines.

La direction de Swissgas n'a connu aucun changement durant l'exercice 2022.



ACTIVITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Durant l'année sous revue, le conseil d'administration a tenu six séances ordinaires. Après les deux années de restrictions dues à la crise sanitaire, la majorité des séances ont pu reprendre en présentiel à Berne.

De même, l'assemblée générale a pu retrouver son cadre habituel en juin, avec des invités suisses et étrangers. Une table ronde a été organisée pour la première fois. Sous la direction du président de Swissgas André Dosé, des représentants de haut vol issus du monde économique, scientifique et politique ont débattu du « risque de pénurie d'électricité/black-out ».

Outre les points de l'ordre du jour revenant chaque année, comme les comptes annuels, le budget et le rapport sur la gestion des risques, le conseil d'administration a abordé les répercussions et les dangers de la nouvelle situation géopolitique liée à la guerre en Ukraine, qui a éclaté en février 2022. La situation tendue de l'approvisionnement en énergie et en gaz ainsi que l'éventualité d'une pénurie de gaz dans ce contexte étaient au

centre des préoccupations. Les défis qui en découlent tant sur le plan stratégique qu'opérationnel ont marqué à tout point de vue l'année 2022. En raison de cette situation exceptionnelle pour tous les exploitants de réseau à haute pression, la suite des entretiens avec les propriétaires et des travaux dans le cadre de la réorientation stratégique ont dû être reportés à 2023.

Deux changements ont été apportés au conseil d'administration durant l'exercice. Lors de l'assemblée générale ordinaire, les membres Antoine Surer, Services Industriels de Lausanne, et Roger Schneider, Gravag AG, ne se sont pas présentés pour être réélus comme représentants respectivement de Gaznat et d'EGO. À l'occasion de l'assemblée générale ordinaire, Jacques Mauron, Groupe E, et Marco Gabathuler, Services industriels de Winterthur, ont été élus pour les remplacer au sein du conseil d'administration. Les autres membres ont été confirmés dans leur fonction. De même, les actionnaires ont approuvé les propositions du conseil d'administration.

Conseil d'administration

Président

André Dosé, Président
4144 Arlesheim / 6300 Zoug

Vice-président

Philippe Petitpierre
Président et administrateur-délégué,
Holdigaz SA
1800 Vevey

Vice-président

Andres Türlér
Président du conseil d'administration,
Erdgas Ostschweiz AG
8010 Zurich

Membres CA

Martin Schmid
Président, Association Suisse de
l'Industrie Gazière
8002 Zurich

Roger Schneider (jusqu'au 28 juin 2022)
Directeur général, GRAVAG Erdgas AG
9430 St. Margrethen

Marco Gabathuler (dès le 28 juin 2022)
Directeur, Stadtwerk Winterthur
8400 Winterthour

Marcel Rindlisbacher
Directeur, Regio Energie Solothurn
4502 Soleure

Markus Küng (dès le 29 juin 2021)
Responsable du secteur d'activité Reséaux
Industrielle Werke Basel IWB
4002 Bâle

Vincent Collignon
Directeur exécutif Client, Services
industriels de Genève
1219 Le Lignon

Stephan Marty
Directeur général,
ewl energie wasser luzern
6002 Lucerne

Marc-Antoine Surer (jusqu'au 28 juin 2022)
Chef de Service du service
commercial Services industriels
1002 Lausanne

Jacques Mauron (dès le 28 juin 2022)
Directeur général, Groupe E SA
1763 Granges-Paccot

Michael Baumer
Conseil Municipal
Directeur du département
des services industriels
8001 Zurich

Direction

Directeur général, CEO

Ruedi Rohrbach

Responsable logistique énergie

Christoph Geiger

Responsable gestion du transport

Michael Gubler

Responsable gestion des actifs

Peter Massny

Responsable Finances et Services, CFO

Pascal Wismer

Organe de révision

PricewaterhouseCoopers AG,
8050 Zurich





Vanne de régulation de pression du gaz :
la vue de l'intérieur d'une vanne de régulation révèle des choses étonnantes. Les orifices transversaux de la vanne de régulation, plus ou moins couverts par la vis de réglage, évoquent en effet la silhouette de Manhattan.

PARTICIPATION AUX ORGANISMES INTERNATIONAUX

Swissgas accorde une très grande importance à sa participation aux organismes internationaux. Cela permet non seulement de nouer et d'entretenir de précieux contacts, mais surtout d'identifier à temps les dernières tendances et évolutions importantes sur le marché.

Dans la suite de la réorientation stratégique, Swissgas a terminé le 31 décembre 2021 sa participation à Eurogas. Swissgas est membre des organismes internationaux suivants :

EGIG : Association d'exploitants de réseaux à haute pression pour la maintenance et l'exploitation d'une banque de données sur les accidents du réseau européen de gaz naturel à haute pression

GIE : Association européenne des exploitants de réseaux à haute pression, d'installations de stockage et de terminaux GNL

ENTSOG : Association européenne du « Transmission System Operators for Gas »

IGU : Union internationale de l'industrie du gaz naturel

Marcogaz : Association technique de l'industrie européenne du gaz naturel, activités centrées essentiellement sur la standardisation, la normalisation, la certification, la sécurité des installations, etc.

Global Gas Centre : La communauté gazière active à l'international basée sur l'échange d'expérience et la mise en réseau de bonnes pratiques

EASEE-Gas : Association européenne pour les échanges de gaz. Objectifs : standardiser les transferts physiques et les échanges commerciaux de gaz naturel

Cedigaz : Centre d'information international sur le gaz naturel, regroupant tous les échelons de l'industrie du gaz naturel

Swissgas

Société anonyme suisse pour le gaz naturel

Grütlistrasse 44, 8002 Zurich

Tél. : +41 44 288 34 00

administration@swissgas.ch

swissgas.ch

Concept/Design :

Marion Delhees, Achim Wieland

[lookinglately](http://lookinglately.com)

Photographie :

Katharina Lütscher

Cooperation Images :

Team Swissgas Sursee

Relecture :

Brigitte Ulmer

Traduction :

Semantis Translation SA

Engineering/Production :

Köpflipartners AG

SWISSGAS 

